

Che Guevara

Pour le X^e anniversaire de sa mort

Le 8 octobre 1967, une brigade de rangers boliviens, entraînés et « conseillés » par des officiers américains, emprisonne le Che Guevara, près de la rivière Nacahuazu ; quelques heures plus tard, suivant des instructions directes de l'état-major et du président-dictateur Barrientos, il est assassiné à coups de mitraillette.

Comme l'écrira par la suite cyniquement le journaliste américain Daniel James (proche de certains milieux de la CIA) : « *The Armed Forces decision to execute Che had been mad well in advance of Che's capture and was not the outcome of a last minute decision. It was a matter of policy...* » (1). Ajoutons que le Che avait toujours respecté la vie de ses prisonniers : un officier de l'armée bolivienne, le major Sanchez, emprisonné par les guérilleros, sera libéré après quelques jours ; le souvenir de cet épisode le marquera profondément et il deviendra en 1971 le seul officier à résister au coup fasciste du général Banzer. Les militaires boliviens et leurs « conseillers » US avaient tiré la leçon de l'« erreur » qu'avait commise Batista en 1953 en ne tuant pas Fidel Castro immédiatement après sa capture.

Isolé dans une région inhospitalière et peu habitée, sans tradition de lutte ni organisation paysanne importante ; coupée d'un éventuel soutien urbain par la trahison du Parti communiste bolivien, la guérilla rurale dirigée par le Che était vouée à l'échec, et seulement le courage et la hardiesse exceptionnelle de ses combattants lui ont permis de résister pendant huit mois.

La mort du Che a été le début de la fin d'une période d'essor des guérillas rurales, qui seront peu à peu écrasées partout sur le continent latino-américain (Pérou, Venezuela, Mexique, etc.) sauf en Colombie ; dans les années suivantes, une deuxième vague de guerre de guérilla se lèvera, cette fois dans les grands centres urbains du cône sud du continent ; elle sera à son tour exterminée (Brésil, Uruguay, etc.) sauf en Argentin.

tine. Le bilan de ces échecs oblige les révolutionnaires en Amérique latine aujourd'hui à esquisser une autre conception de la lutte armée, beaucoup plus liée à l'activité des masses, aux organisations syndicales ouvrières et paysannes, à la mobilisation *politique* de vastes secteurs de la population sous la direction d'un parti d'avant-garde ; en un mot : en revenant dans une certaine mesure à la problématique « classique » (léniniste) du double pouvoir, de la crise révolutionnaire et de l'armement du prolétariat.

Cela veut-il dire que les idées du Che sont dépassées et que son œuvre appartient à une époque révolue ? Il serait facile — trop facile peut-être — d'énumérer *post factum* (2) les erreurs qu'il a commises en Bolivie : illusions sur la possibilité pour le PC bolivien de jouer un rôle révolutionnaire ; sous-estimation de la nécessité de construire une organisation politique révolutionnaire implantée dans les masses ouvrières et paysannes et en particulier, chez les mineurs, avant-garde du prolétariat bolivien ; conception trop géographico-militaire de la lutte armée, sans lien organique avec le mouvement des masses, etc.

Cependant, rien ne serait plus superficiel et *faux* que de vouloir faire table rase de l'œuvre du Che et de sa contribution à la stratégie révolutionnaire en Amérique latine (et ailleurs). Non seulement parce que la guérilla rurale peut encore s'avérer une des méthodes décisives de la lutte dans les pays à dominante agraire, mais aussi parce que le Che ne peut nullement être réduit à un théoricien de la guérilla. Au cœur de ses écrits militaires et politiques se trouve une idée fondamentale, qui n'a rien perdu de son actualité : « *Si l'on admet que l'ennemi luttera pour rester au pouvoir, il faut envisager de détruire l'armée d'oppression ; pour la détruire, il faut pouvoir lui opposer une armée populaire.* » (3) Le noyau rationnel de sa pensée stratégique (qui revient constamment dans ses écrits), plus profond et plus important que les instructions techniques pour le *foco* de guérilla rurale, est la conviction que « *la défaite et la liquidation totale de l'armée par les forces populaires* » est « *la condition indispensable pour toute vraie révolution* » (4).

Le Che était-il un utopiste, un aventuriste ? Relisons un moment ce passage, écrit en 1961, tout en réfléchissant à cette date : Santiago, septembre 1973 : « *Quand on nous parle de conquérir le pouvoir par un processus électoral, notre question est toujours la même : si un mouvement populaire s'empare du gouvernement en gagnant un large vote populaire et décide de commencer les grandes transformations sociales qui forment son programme, ne se trouvera-t-il pas immédiatement en conflit avec les classes réactionnaires du pays ? L'armée n'a-t-elle pas toujours été l'instrument de ces classes ? S'il en est ainsi, il est logique de supposer que l'armée sera aux côtés de sa classe et prendra part à la lutte contre le nouveau gouvernement. Par un coup d'État plus ou moins sanglant, le gouvernement peut être renversé et le jeu ancien recommencer ad aeternam. Il peut aussi arriver évidemment que l'armée d'oppression soit vaincue par*

une réaction populaire qui défende le gouvernement. Ce qui nous paraît improbable, c'est que les forces armées acceptent de profondes réformes sociales et se résignent tranquillement à être liquidées en tant que caste. » (5) Il suffit de comparer cette étonnante prophétie avec celle de Luis Corvalan, secrétaire du PC chilien, en 1970, pour découvrir de quel côté se trouve le réalisme lucide et de quel côté l'utopie tragiquement irresponsable : « *Dans nos forces armées règne l'esprit professionnel et le respect du gouvernement établi d'après la Constitution. D'ailleurs, l'armée et la marine sont nées dans la lutte pour l'indépendance.* » (6)

Aujourd'hui, les trois quarts de la population d'Amérique latine se trouvent sous la botte militaire. Les peuples latino-américains vivent à l'heure du talon de fer décrit par Jack London : une oppression brutale de la caste galonnée, au service de l'oligarchie, du grand capital et de l'impérialisme. L'ITT et le FMI ont remplacé la United Fruit et les banques de Wall Street des années trente, mais ce sont toujours les monopoles impérialistes qui font et défont les ministères et les régimes dans beaucoup de pays du continent, par l'entremise des militaires.

Aussi bien dans des pays fortement industrialisés (Brésil, Argentine) que dans ceux à structure agraire traditionnelle (Paraguay), dans des pays avec une large tradition parlementaire et constitutionnelle (Chili, Uruguay) que dans ceux depuis toujours écrasés par le pouvoir issu des casernes (Nicaragua), presque partout sur le continent les classes dominantes ont allégrement substitué « Liberté, Egalité, Fraternité » par « Infanterie, Artillerie, Cavalerie ». La militarisation de l'Etat ne résulte pas de spécificités historiques ou économiques de tel ou tel pays, mais d'une conjoncture générale de la lutte de classes sur le continent, caractérisée par un aiguisement des contradictions sociales, une crise des appareils politico-idéologiques chargés de contrôler la population (Eglise, partis populistes, école, presse) et, par conséquent, un déplacement de l'axe de domination vers les appareils répressifs (armée, police, bandes armées parapolicières, etc.). Quant au régime militaire péruvien, exception temporaire qui a été présentée par les partis communistes comme un modèle de nationalisme « révolutionnaire », il vire de plus en plus à droite : retour en force explicite des monopoles impérialistes (cuivre, pétrole, etc.), politique économique dictée par le FMI, répression massive contre les syndicats ouvriers, etc.

La résolution des partis communistes latino-américains de La Havane (juin 1975) parlait des forces armées latino-américaines comme une institution qui peut se convertir en un « *élément de progrès et même de potentialité révolutionnaire* ». L'histoire récente du continent donna mille fois raison au Che, quand il insistait : « *Que peuvent apporter les militaires à la vraie démocratie ? Quelle loyauté peut-on attendre de ceux qui ont toujours été les instruments de la domination des classes réactionnaires et des monopoles impérialistes, d'une caste qui n'existe que grâce aux armes*

qu'elle possède, et qui ne pense qu'à maintenir ses prérogatives. » (7)

On peut reconnaître que le Che n'avait pas donné suffisamment d'importance au travail politique au sein des forces armées de l'Etat bourgeois, travail que vise non la « réforme » de cette institution, mais sa désagrégation de l'intérieur, par l'organisation clandestine et/ou semi-légale de soldats, sous-officiers ou même officiers favorables au prolétariat. Cependant, croire que pour un tel travail on peut faire l'économie d'une politique d'armement des travailleurs, ou éviter un affrontement violent entre révolution et contre-révolution, relève de l'illusion la plus dangereuse. Comme l'écrivait Trotsky, à propos de l'insurrection de 1905, la majorité des soldats « *n'est capable de déposer les armes ou de diriger les baïonnettes contre la réaction que quand elle commence à croire à la possibilité de la victoire populaire. Et ce n'est pas la seule propagande qui peut lui donner cette foi. Il faut que les soldats constatent que, de toute évidence, le peuple est descendu dans la rue pour une lutte implacable...* » (8). La méthode que proposait le Che pour constituer une armée populaire opposée à l'armée du capital — la guérilla rurale — s'est avérée inadéquate pour la plupart des pays du continent ; mais le problème qu'il posait était fondamental et est loin d'avoir trouvé une solution satisfaisante au sein de la gauche révolutionnaire latino-américaine aujourd'hui. La guérilla urbaine, qui n'avait pas été prévue par le Che, développée avec beaucoup de courage et d'imagination par des groupes révolutionnaires comme les Tupamaros ou l'ALN brésilienne, a elle aussi échoué (la question reste encore ouverte pour l'Argentine), entre autre grâce à l'emploi systématique de la torture par les régimes militaires ; la torture deviendra ainsi une pièce institutionnelle décisive dans l'exercice de la domination politico-militaire de la bourgeoisie en Amérique latine. Toutefois, c'est au niveau politique et social qu'il faut chercher la racine des défaites des révolutionnaires dans le continent depuis la mort du Che jusqu'à aujourd'hui : l'incapacité à organiser/mobiliser les grandes masses ouvrières et paysannes. En conclusion : le Che guérilléro en Bolivie est un personnage héroïque qui appartient à l'histoire et à la légende de la révolution latino-américaine et mondiale ; le Che défenseur intransigeant de la voie armée comme seule garantie pour le triomphe véritable de la révolution reste par contre d'une actualité brûlante.

En réalité, la thèse sur l'inévitabilité de l'affrontement armé n'est que la conséquence logique de son analyse de la nature sociale de la révolution en Amérique latine. En partant de deux expériences qu'il avait vécues personnellement, celle (négative) du Guatemala de 1953/54, et celle (victorieuse) de Cuba en 1959-61, Guevara comprendra l'unité dialectique indissoluble entre les tâches anti-impérialistes et les tâches socialistes dans la révolution latino-américaine. En réalité, dès avril 1959, le Che prévoyait avec une intuition remarquable « le développement ininterrompu de la révolution » à Cuba, jusqu'à l'abolition du « système social » existant et

ses « fondements économiques » — en d'autres termes, du capitalisme.(9) Dans un article de 1963, il étendait les leçons de la révolution cubaine à l'ensemble du continent : « *Lorsque les avant-gardes armées des peuples prendront le pouvoir, elles auront liquidé dans leurs pays en même temps et les impérialistes et les exploités locaux. Elles auront cristallisé la première étape de la révolution socialiste ; elles pourront commencer à construire le socialisme.* »(10) Guevara rompait ainsi avec plus de trente ans de tradition stalinienne en Amérique latine, et s'appropriait une des thèses centrales de la théorie de la révolution permanente ; cela fut le produit de sa propre *praxis* révolutionnaire, et non de la lecture de Trotsky, dont il ne connaissait probablement pas les œuvres à cette époque (ce n'est qu'en Bolivie en 1967 qu'il va lire *l'Histoire de la Révolution russe*, dont un exemplaire sera trouvé par l'armée bolivienne dans les caches de la guérilla).

Ce n'est qu'en partant de cette compréhension fondamentale du caractère combiné, socialiste et anti-impérialiste, de la révolution qu'on peut expliquer l'insistance du Che sur la nécessité de détruire l'appareil répressif bourgeois ; dans la perspective néo-menchévique de la révolution démocratique-nationale, en alliance avec la bourgeoisie « progressiste », prônée par les partis communistes traditionnels, la problématique de la rupture de l'institution militaire établie n'a pas de place à l'intérieur de leur horizon politique ; puisque la bourgeoisie nationale est partie prenante du bloc révolutionnaire, un secteur considérable sinon majoritaire de la haute hiérarchie militaire est considéré comme un allié potentiel. La dernière résolution des partis communistes latino-américains (y compris, hélas, le PC cubain), à La Havane en 1975, déclare que des secteurs de la bourgeoisie latino-américaine « *prennent des positions qui convergent avec celles du prolétariat, des paysans et autres couches non-capitalistes de la population, dans la lutte anti-impérialiste... Ces secteurs bourgeois, par conséquent, peuvent participer à l'unité d'action démocratique et anti-impérialiste avec les forces populaires* ». Les affirmations de ce même document sur le « potentiel révolutionnaire » des Forces armées et sur la « ferme évolution de la conscience patriotique » en leur sein, découlent bien entendu de cette hypothèse socio-politique. L'évolution de l'Amérique latine au cours des dernières années (et en particulier le tournant ouvertement pro-impérialiste de la junte militaire au Pérou) ne confirment-ils plutôt pas les thèses développées par le Che dans son testament politique, *la Lettre à la Tricontinentale* (1967) ? Dans un passage retentissant, destiné à devenir le drapeau politique de toute la gauche révolutionnaire du continent, il proclamait : « *Les bourgeoisies nationales ne sont plus du tout capables de s'opposer à l'impérialisme — si elles l'ont jamais été — et elles forment maintenant son wagon arrière. Il n'y a plus d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution.* » (11)

Si la similitude entre les conceptions du Che et l'orientation stratégique prônée par la théorie de la révolution permanente est indéniable, il est non moins clair que Guevara attribuait à la paysannerie un rôle révolutionnaire beaucoup plus grand que Trotsky. Ceci dit, il faut noter le fait paradoxal que les trotskystes latino-américains ont à plusieurs reprises joué un rôle important à la tête de mobilisations paysannes de masse : le POR en Bolivie en 1952-54, Hugo Blanco au Pérou en 1961-63, et aujourd'hui au Mexique, la formation (avec la collaboration étroite du PRT, section mexicaine de la IV^e Internationale) de la Coordination paysanne révolutionnaire indépendante. En outre, Trotsky lui-même soulignait, dans un de ses derniers écrits, que « *jamais le marxisme n'a donné à son estimation de la paysannerie en tant que classe non socialiste un caractère absolu et statique.* » (12) La Révolution cubaine (après les révolutions asiatiques) a montré le rôle décisif que pouvait jouer la paysannerie dans un processus révolutionnaire ininterrompu, aboutissant à une transcroissance de la révolution démocratique en socialiste ; Guevara a-t-il eu tort de vouloir généraliser pour toute l'Amérique latine les leçons de la « guerre paysanne » à Cuba ? On peut estimer qu'il s'est trompé en croyant à une répétition de l'expérience cubaine dans la plupart des pays du continent, et en sous-estimant le poids social et politique du prolétariat urbain et minier, en particulier dans les pays du cône sud, où la classe ouvrière est clairement le sujet historique direct de toute transformation révolutionnaire possible ; d'ailleurs, l'urbanisation et l'industrialisation (limitée, déformée, mais réelle) de l'Amérique latine au cours des vingt dernières années donne aujourd'hui au prolétariat et aux masses urbaines une importance de plus en plus grande, et bien supérieure à celle qu'ils avaient au moment de la guérilla cubaine des années 1950. N'empêche que la moitié ou presque de la population du continent est encore composée de paysans et un des grands mérites de l'œuvre du Che a été justement d'attirer l'attention sur le gigantesque potentiel révolutionnaire de cette classe, y compris dans une perspective socialiste. Quel sera le rôle respectif du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution latino-américaine ? il est clair que la réponse n'est pas la même en Argentine ou en Colombie, en Uruguay ou au Mexique. En réalité, la gauche révolutionnaire dans le continent, tiraillée entre un ouvriérisme dogmatique, d'origine européenne, et un culte populiste des paysans, importé d'Asie, est loin d'avoir trouvé une réponse claire et rigoureuse à cette question. Les écrits du Che, à condition d'être abordés avec un esprit ouvert et critique, peuvent être une contribution importante à ce débat.

L'autre dimension de la pensée et de la pratique politique du Che qui le rapproche du marxisme révolutionnaire et de la théorie de la révolution permanente est son internationalisme conséquent. Dès 1959, l'extension de la Révolution cubaine à toute l'Amérique latine était sa préoccupation constante ; préoccupation fondée sur l'intuition que le destin de l'Etat

révolutionnaire cubain et son autonomie face à la bureaucratie soviétique étaient liés au destin de la révolution latino-américaine, et d'autre part sur la compréhension du lien étroit entre les processus révolutionnaires dans les différents pays, à l'échelle du continent. Mais l'internationalisme du Che ne se limitait nullement à l'Amérique latine ; il a été un des rares dirigeants révolutionnaires de notre époque à comprendre l'unité organique du système capitaliste mondial, le rapport dialectique entre les différents secteurs de la lutte de classes à l'intérieur de ce système, et la nécessité d'une stratégie révolutionnaire unifiée à l'échelle internationale. En avançant en 1967, le mot d'ordre « *Un, deux trois, plusieurs Vietnam* », Guevara esquissait (pour la première fois depuis longtemps dans l'histoire du mouvement ouvrier, exception mise à part de la petite minorité marxiste révolutionnaire) une orientation révolutionnaire mondiale qui n'obéissait pas aux intérêts nationaux de tel ou tel Etat, de telle ou telle puissance « socialiste », mais du prolétariat international dans son ensemble. Et il ne se bornait pas à lancer des slogans ; il mettait en pratique ce qu'il proposait, en essayant, en Amérique latine, d'ouvrir un « deuxième front » qui pourrait venir en aide au Vietnam.

L'internationalisme était pour le Che à la fois un impératif moral, une exigence éthique de l'humanisme révolutionnaire, qui dépasse les étroites limites nationales dans un puissant mouvement de solidarité fraternelle, et une exigence pratique, concrète, matérielle, de la lutte révolutionnaire contre l'ennemi commun : « *Il n'est pas de frontières dans cette lutte à mort... La pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur ; c'est aussi une nécessité inéluctable.* » (13) Bien entendu, on peut lui reprocher de privilégier trop le tiers-monde aux dépens de l'Europe dans sa vision de la lutte de classes planétaire, et de ne pas concevoir la nécessité d'une révolution antibureaucratique en URSS et dans les Pays de l'Est, même s'il critiquait sévèrement le « modèle économique » soviétique). Il reste que depuis la mort de Trotsky, on n'avait jamais vu un dirigeant révolutionnaire d'envergure historico-mondiale mettre, comme le Che, l'internationalisme au cœur de sa perspective politique et de son activité militante. Un dirigeant qui ne se conduit pas comme « homme d'Etat » Mais comme un combattant de la révolution mondiale, et paie de sa propre personne la mise en œuvre de sa stratégie internationaliste. C'est avec des révolutionnaires comme le Che et ses partisans dans le monde, comme Miguel Enriquez tombé en combattant au Chili, ou Rohan Wijeweera, incarcéré à perpétuité au Sri Lanka, que se construira à l'avenir une Internationale communiste de masse, qui reprendra l'héritage de la III^e Internationale léniniste (1919-1923) et de la IV^e Internationale d'aujourd'hui.

Quant à la question de la bureaucratie stalinienne : il est vrai que le Che n'avait pas une vision claire du problème, mais sa profonde sensibilité antibureaucratique est indéniable. Elle se manifeste de manière parti-

culièrement intéressante dans les discussions qui eurent lieu au ministère de l'Industrie à Cuba, en 1964 (et qui seront publiées en 1970 par Il Manifesto et Tricontinentale, édition française) ; le Che y critiquait explicitement les privilèges matériels de la bureaucratie dans les pays de l'Est : « *Ce sont les directeurs, qui chaque fois gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République démocratique allemande, l'importance qu'y assume la gestion du directeur, ou mieux, la rétribution de la gestion du directeur.* » (14) D'autre part, en racontant à ses camarades cubains les débats qu'il avait eus en URSS, il mentionne le fait que ses interlocuteurs soviétiques l'avaient accusé de « trotskysme ». Tout en refusant ce qualificatif, le Che avait répondu en affirmant clairement : « *A ce propos, je crois que, ou bien nous avons la capacité de détruire par des arguments les opinions contraires ou bien nous devons les laisser s'exprimer (...)* Il n'est pas possible de détruire les opinions par la force, parce que cela bloque tout développement libre de l'intelligence. » (15). Il proclamait ainsi une des idées fondamentales de la démocratie socialiste, et manifestait, en même temps, son incompatibilité viscérale avec la démarche et les méthodes des staliniens.

Guevara n'était pas trotskyste, bien sûr. Mais ce n'est pas un hasard si beaucoup de militants guévaristes (et même des organisations entières, comme récemment les Comandos Camilistas en Colombie) ont rejoint les rangs de la IV^e Internationale, considérant que celle-ci représentait la continuation et l'approfondissement de la dimension authentiquement révolutionnaire et internationaliste du guévarisme.

C'est pour toutes ces raisons que nous, trotskystes, saluons, en ce dixième anniversaire de sa mort, sa mémoire comme celle d'un frère de combat ; pour nous, comme pour beaucoup d'autres militants de la nouvelle avant-garde surgie à partir des années 1960, le Che Guevara, par sa pensée, son action, son exemple, est un immense drapeau révolutionnaire, une flamme rouge pure et ardente que les dictateurs, les généraux et leurs « conseillers » du Pentagone ne réussiront jamais à éteindre.

- (1) Daniel James, « *The Complete Bolivian Diaries of Che Guevara and other captured documents* », Allen and Unwih, London, p. 58.
- (2) Rappelons que notre propre mouvement, la IV^e Internationale, défendait dans son IX^e Congrès en 1969, une conception de la lutte armée en Amérique latine qui n'était pas sans quelque ressemblance avec celle prônait par le Che...
- (3) Ernesto Che Guevara, « *La tactique et la stratégie de la révolution latino-américaine* », 1962, in *Textes politiques*, Maspero, 1968, p. 83.
- (4) Che Guevara, « *Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde de la lutte contre l'impérialisme ?* », 1961, in *Textes politiques*, p. 67.
- (5) Ibidem, p.69-70.
- (6) Luis Corvalan, *Camino de Victoria*, Santiago, 1971, p. 425.
- (7) Che Guevara, « *La guerre de guérilla : une méthode* », 1963, in *Textes militaires*, p. 156.
- (8) Trotsky, 1905, Ed. de Minuit, p. 237).
- (9) Selected Works of Che Guevara, MIT Press, 1969, p. 372).
- (10) Guevara, « *La guerre de guérilla : une méthode* », in *Textes militaires*, p. 163).
- (11) Che Guevara, « *Mensaje à los pueblos del mundo a traves de la Tricontinental* », 1967, in *Obras 1957-67*, Casa de las Americas-Maspero, II, p. 589).
- (12) Trotsky, « *les Trois conceptions de la Révolution russe* », 1939, in *Bolchévisme contre stalinisme*, Editions de la Taupe rouge, 1977, p. 50).
- (13) Che Guevara, « *Discours d'Alger* », 1965, in *Textes politiques*, p. 266).
- (14) Guevara, *Oeuvres VI*, Maspero, p. 90.
- (15) Ibidem, p. 86.

J'AI
PARFOIS L'IMPRESSION
D'ÊTRE UN VÉHICULE
D'OCCASIONS (MANQUÉES)



DAPLÉ